



Département des Hautes-Alpes
Commune de Névache

ARRÊTÉ DE MADAME LE MAIRE

Le Maire de la commune de Névache (Hautes-Alpes),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L104-1 et suivants, L153-31 III, L153-36, L153-37, L153-40, L153-45 et suivants, R104-12 et suivants ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Briançonnais approuvé le 03 juillet 2018 ;

Vu la loi d'Accélération et Simplification de l'Action Publique (ASAP) n°2020-1525 du 7 décembre 2020 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération n°2020/00037 en date du 20 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté de mise à jour A202037 du 9 novembre 2020 ;

Considérant le travail mené par la collectivité sur la zone 1AU du Roubion en vue de l'établissement d'un permis d'aménager, qui a fait émerger :

- Des ajustements à prévoir dans les pièces opposables pour sécuriser le projet ;
- La volonté d'ajouter au périmètre une parcelle communale mal identifiée lors de l'élaboration du PLU ;
- La volonté d'y assurer la création de résidences principales en vertu de l'article L.151-14-1 du code de l'urbanisme qui n'existait pas lors de l'élaboration du PLU ;
- Le besoin de prendre en compte certaines mesures ERC.

Considérant que les 5 années d'application du document ont permis de faire émerger plusieurs ajustements, améliorations qui pourraient être apportés notamment concernant :

- L'aspect extérieur des constructions, clôtures etc. ;
- La clarification des personnes habilitées à intervenir concernant la qualification des zonages humides ;
- La clarification de la possibilité de réaliser des équipements publics sur le secteur d'OAP n°2 (notamment en lien avec le logement) ;
- La clarification, correction ou ajustement de mentions communes à plusieurs OAP.

Considérant que d'éventuelles erreurs matérielles pourront être corrigées si nécessaire au cours de la procédure dont certaines sont déjà ciblées :

- Incohérence entre les seuils de déclenchement de la production de logements sociaux entre le règlement écrit et les OAP ;
- Constructions tramées dans les protections de zones humides ou de pelouses sèches.

Considérant par ailleurs que certaines annexes doivent être mises à jour notamment en lien avec les évolutions du code de l'urbanisme ;

Considérant que ces éléments rentrent dans la cadre d'une procédure de modification simplifiée.

ARRÊTE

Article 1

En application des dispositions des articles L153-37 et L153-45 du Code de l'Urbanisme, une procédure de modification simplifiée (n°1) est engagée.

Article 2

En application des dispositions des articles L104-1, L104-3 et R104-12-3° du Code de l'Urbanisme, un examen au cas par cas du dossier sera demandé auprès de l'autorité environnementale.

Article 3

En application des dispositions de l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, une concertation sera réalisée si la procédure est soumise à évaluation environnementale.

Article 4

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, avant la mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées par les dispositions des articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme.

Article 5

Conformément à l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme, les modalités de la mise à disposition prévues par ce même article seront précisées par délibération du conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

AR Prefecture

005-210500930-20250917-A202543-AR
Reçu le 17/09/2025

Arrêté du 17 septembre 2025 (suite)

Article 6

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Il sera également transmis au Préfet des Hautes-Alpes

Fait à Névache, le 17 septembre 2025

Le Maire,

Claudine CHRÉTIEN

